

COMPTE-RENDU DU CONSEIL D'ETABLISSEMENT DU 23 AVRIL 2024

La séance commence par le premier point à l'ordre du jour:

Point 1. Vote sur le contenu des procès verbaux des différentes instances pour publication sur le site du lycée : Commission de dialogue social, conseils de la vie lycéenne et collégienne, et Commission hygiène sécurité et conditions de travail. Le quorum est atteint et les différents comptes rendus sont approuvés à l'unanimité.

Point 2. Safeguarding interrompu par un compte rendu du gala de l'APL. C'est un succès en dépit du mouvement social, la somme levée dépasse celle de l'an dernier. M. Oppenheim (représentant des personnels enseignants SGEN-CFDT) félicite les représentantes de l'apl et souligne que le mouvement social n'a pas eu d'effet négatif sur le fundraising, c'est une occasion de déculpabiliser les enseignants.

Colette Shulver DSL (Designated Safeguarding Lead) reprend la parole:

- Staff use the CPOMs (child protection online monitoring system) reminder for colleagues using CPOMS to assign the case raised.
- Training two sessions for staff this year, very good outcome. Level 3 safeguarding and child protection/Idem for cpe, infirmerie and parents.
- To regularly update policies and procedures according to safeguarding findings across the school and government updates. This year online safety filtering and monitoring, acceptable device use and use of mobile phones. Internet safety, Creation of whole school progressive PSHE/ RSE/EAS curriculum addressing consent sexual awareness translation in french from year one to year 13 in preparation for university, economic, internet safety, sexual and physical health , first aid.finance ... reglement interieur student being turned away from school involving trial system put in place. Amendment will be voted on at next CE
- Absence rate and exclusion well below national average. -Newsletter sent every month.
- Sex and Relationship education mandatory from year 7. Work with primary as well. Oxford university, law, Westminster School are helping with PSHE/ RSE/EAS curriculum and training.
- More parents are using the concerns and complaints policy than going directly to Ofsted or Borough.
- Parent question regarding students with difficulties with members of staff. Provisoire signposted to complaints policy.

Point 3. Convention d'appariement avec un autre établissement scolaire. Il s'agit d'une association entre Charles de Gaulle et le lycée Frédéric Mistral d'Avignon. Dans le cadre de la spécialité théâtre qui travaille avec le festival d'Avignon. Cette année le festival d'Avignon en raison de l'organisation par la France des Jeux Olympiques aura lieu plus tôt, donc nos élèves vont au festival. 14 élèves du lycée sont concernés, ils seront en pension complète au lycée Frédéric Mistral. La conseillère culturelle Mme Anissia Morel rappelle le soutien que son service a apporté au projet. On vote ici sur la convention de partenariat. Après quelques précisions sur le projet porté par notre collègue Delphine Leroux, la convention est approuvée à l'unanimité.

Point 4. Compte financier. Madame Demoncheaux directrice administrative et financière (DAF), en amont de la présentation des comptes, rappelle le contexte: En 2023 ralentissement de l'inflation à 9,7 % contre un peu plus de 13,4% l'année précédente,

augmentation des effectifs (+45 élèves) mais aussi augmentation de la masse salariale de 12,6%. Les recettes sont en hausse de 5%.

-Puis Mme Demoncheaux présente le rapport de gestion. Un changement des règles budgétaires depuis 2021 au sein de l'agence. Solde budgétaire positif de 9,7 millions de livres vs 11,6 millions en 2022. Ce solde positif doit être corrigé des flux internes de trésorerie dont la remontée à l'agence. Le solde final est positif de 410 235 livres.

-Madame Demoncheaux présente ensuite le rapport comptable, le solde est positif de 8,5 millions de livres mais doit être corrigé des flux de trésorerie interne (incluant les remontées à l'agence). Il devient alors négatif de 772 854 livres.

-Autres indicateurs financiers :

- Le fond de roulement : indicateur du haut du bilan qui traduit la marge de manœuvre de l'établissement (réserves) ; fond de roulement correspond à 146 jours de fonctionnement de l'établissement. Il a nettement augmenté du fait de l'augmentation des frais de scolarité et dans le même temps à la réduction drastique des investissements.

M. Oppenheim fait remarquer que cet indicateur est très positif dans la mesure où il se rappelle qu'il y a quelques années encore il était inférieur à 100 jours.

- Le Besoin en Fond de Roulement : indicateur idéalement négatif car traduit que le cycle d'exploitation « s'autofinance » son évolution entre 2022 et 2023 se concentre sur des évolutions de créances à recouvrer au 31/12/2023 (+ £ 495 021.39) qui augmentent et qui réduisent l'excédent de financement par rapport à 2022.

- La trésorerie : ce sont nos comptes de disponibilité (monnaie locale et Trésor Public) ; stabilisée autour de 10 m£ alors qu'il y a 4 ans était à 5 /7m£ ; fruit de l'augmentation des tarifs et de la stabilisation des effectifs.

- Taux de non recouvrement autour de 2% en légère hausse par rapport à l'an dernier mais toujours moins que les 3% des années passées.

-Budget rectificatif, Madame Demoncheaux rappelle le cadre réglementaire. La rectification par rapport au BR1 rendu nécessaire par l'augmentation des frais de fonctionnement et l'investissement. Donc c'est cela qui motive le budget rectificatif et non pas les frais de personnel souligne M. Oppenheim.

-Conclusion : Compte-non tenu du contexte d'investissement à court terme que doit assurer le LFCG, la lecture des indicateurs financiers présente une santé financière correcte du LFCG cependant, pour 2023 : le résultat de gestion positif bien qu'en nette baisse par rapport à 2022 le résultat comptable négatif (comparable au résultat du compte financier 2021) va impacter négativement le fonds de roulement.

-M. Oppenheim exprime une certaine frustration, il remarque l'écart entre la présentation qu'il juge alarmiste des comptes faites en commission de dialogue social en début d'année et utilisé pour justifier l'augmentation de seulement 1% du point d'indice des pdl et la situation présentée maintenant, certes pas idéale mais toujours tolérable.

-Mme Demoncheaux répond que la maîtrise de la masse salariale dans un egd est essentielle.

-L'apl fait remarquer que la question du salaire des enseignants devra être rediscutée.

-Mme Bellus reprend la parole en rappelant que la masse salariale représente 75% du budget et les efforts qui ont été consentis par l'agence, augmentation du point d'indice de 3% et effort sur la prime de transport.

Point 5. Vote pour approbation projet classe défense. Voyage sur les plages du débarquement, le poste diplomatique se satisfait de ce projet résultat d'une collaboration entre le lycée et les attachés militaires. Le projet est adopté à l'unanimité.

Point 6. Questions diverses:

1/ Questions du SGEN

-Quels sont les effectifs prévus à ce jour pour la rentrée ?

Les effectifs ne sont pas encore arrêtés, ce qui est prévu, c'est une structure. L'évaluation des effectifs pour la rentrée prochaine est équivalente à cette année, à savoir 3420. Michaëlle pourra préciser. Pas de liste d'attente mais moins de départ prévus, déperdition à Malraux baisse mécanique et structurelle. Fermeture d'une classe à SK et MDO; Pour le secondaire 9 secondes et 8,5 premières pour l'instant.

-Est-il envisageable d'ouvrir une autre 6e si les effectifs sont insuffisants ?

NON, d'autant moins qu'il n'y a pas de demande suffisante. Madame la Provisure explique qu'en tout état de cause, contraintes du plan école ou pas, il n'y a pas assez de demandes pour ouvrir une nouvelle division de 6e. M. Oppenheim rappelle que cela est vrai à l'instant T mais que cela risque de changer d'ici la rentrée 2024. Il note d'ailleurs à ce sujet que les prévisions pessimistes de demandes d'inscription annoncées par la Provisure en début d'année en commission de dialogue social se sont révélées fausses.

-Quand le plan école va-t-il réunir ses membres ?

Madame Bellus Provisure cède la parole à M. Foin conseiller culturel : Il n'y aura pas de réunion plénière, la dernière s'est tenue en juin 2019 et il n'est pas prévu qu'il y en ait à nouveau. Cependant des réunions de pilotage en comité restreint, chefs d'établissement et poste diplomatique continuent d'avoir lieu très régulièrement (5 à 6 fois par an). M. Oppenheim déplore ce changement, l'ancienne formule offrait plus de transparence puisque les représentants des personnels étaient conviés aux réunions plénières. M. Foin rappelle que des comptes rendus des travaux du plan école sont faits auprès des conseillers consulaires.

-Y a-t-il dans le plan école la mention expresse de l'impossibilité pour le lycée d'ouvrir une nouvelle classe de 6ème ?

M. Foin rappelle les principes du plan école : objectif de permettre le développement équilibré de tous les établissements créés par le Plan, et revenir autour de 3500 élèves pour Charles de Gaulle. Le plan école limite la croissance du lycée au secondaire à 10 divisions de 6eme, par contre possibilité d'ouvrir de nouvelles classes en primaire (ce qui a été fait largement).

M. Oppenheim regrette cette politique car elle entraîne un manque à gagner pour le lycée et par voie de conséquence pèse sur les rémunérations perçues par les personnels dépendantes du nombre d'élèves scolarisés à Charles de Gaulle.

L'APL demande des éclaircissements sur cette décision de bloquer à 10 divisions les effectifs d'élèves scolarisés au lycée.

Mme Bellus reprend l'argument qu'elle a opposé à M. Oppenheim, à l'heure actuelle il n'y a pas assez de demande pour créer une nouvelle classe de 6e. Elle ajoute que même si c'était le cas, ouvrir une classe représenterait aussi un coût pour le lycée et qu'il ne serait pas forcément pertinent de solutionner les difficultés budgétaires du lycée par l'ouverture d'une 11eme section de 6e.

-Est-ce que tous les postes vacants de résidents ont été pourvus au secondaire comme au primaire ?

OUI, nous sommes encore en attente pour les postes susceptibles d'être vacants. Le poste de russe a été gelé après le départ tardif d'un collègue.

-Où en est-on des revendications salariales du personnel ? Va-t'il y avoir une prise en compte d'une hausse salariale sur la proposition du budget 2024 et prévision 2025 ?

Les évolutions du point d'indice de 1% à 3% sont mises en place de manière rétroactive au premier janvier 2024. La prime de transport telle que présentée en Commission de dialogue social (CDS) est mise en place au premier janvier aussi. Une réflexion va être entamée d'ici la fin de l'année scolaire en CDS pour l'année 2025

2/ Question du SNES

-Les groupes de niveau seront-ils mis en place en 6ème à la rentrée prochaine ?

Le conseil pédagogique et le conseil du second degré vont être réunis dans les jours qui viennent et ce sujet est à l'ODJ

3/ Question des ATOSS

- La fiche 12 du guide AEFÉ de gestion des PDL mentionne qu' « un bilan social annuel est élaboré par l'établissement et présenté au conseil d'établissement en même temps que le compte financier » . Ce rapport n'existe pas à ce jour au LFCG. Mais il est intéressant de le produire. Nous le présenterons en fin d'année civile à la CDS, avant de l'amener devant le CE.

4/ Questions de l'APL

-Concernant le projet d'imposer la TVA aux écoles privées, vous deviez vous rapprocher du Ministère de l'Education Britannique afin d'avoir plus de renseignements. Qu'en est -il ? Avez-vous eu des retours ?

M. Foin prend la parole: Dès novembre, l'ambassade a engagé des démarches auprès de la shadow ministre de l'éducation pour présenter la situation particulière des établissements homologués au Royaume-Uni et nos arguments pour une exemption, mais sans succès à ce stade. De concert avec d'autres pays européens confrontés aux mêmes difficultés (Allemagne, Espagne, etc...), l'ambassade a ensuite présenté par écrit notre position, Pour l'instant pas de réponse. L'apl s'inquiète : Tout a-t-il réellement été mis en œuvre par le poste pour solutionner ce problème? M. Foin répond que oui et que la question reste suivie

par le poste. Madame Bellus renchérit ici à Londres Madame l'Ambassadrice s'est personnellement impliquée ce n'est pas forcément le cas ailleurs pour des problèmes similaires.

- Point travaux escaliers : Avez-vous pu les commencer fin février comme prévu ?

Les études préparatoires sont terminées, la délégation est à la signature auprès de la directrice générale, mais nous avons dit qu'il n'était pas possible en 2 semaines d'effectuer les travaux. Ils seront faits pendant l'été.

- Où en sommes-nous de la campagne de réinscription ?

Aux mêmes dates que l'an dernier, avons-nous plus ou moins d'inscrits ? C'est à peu près équivalent, considérant que le taux de réinscription est de presque 100%(97% à la clôture de la campagne). Cependant, nous savons aussi que le taux de déperdition est de 4% sur l'ensemble de la campagne d'inscriptions et de réinscriptions.

- Avez-vous des retours des offres UCAS reçues par les élèves ? par rapport à l'année dernière, où en sommes-nous (offres par université)? La tendance à la baisse pour Oxbridge, Imperial, etc constatée l'année dernière s'est-elle confirmée ?

Madame Viana proviseure adjointe prend la parole, la situation est excellente la plupart des élèves ont obtenu leur premier choix, tous ont eu une offre.

- Suite aux diverses réunions, nous avons compris que les loyers dans les écoles primaires avaient augmenté de manière très significative: comment cela s'explique-il ? N'y a-t-il pas une limite au taux d'augmentation annuel, ou n'est-il pas possible de négocier les augmentations de loyer?

La dépense de la destination « loyers et charges » a augmenté de près de 50% entre 2022 et 2023. Les révisions de loyer sont contractuelles et sont en lien avec l'inflation. La proviseure rappelle que les interlocuteurs du lycée sont les councils en position de force ce qui laisse peu de marge au lycée pour négocier quoique ce soit.

-Les familles s'inquiètent concernant les programmes qui sont loin d'être bouclés à 6 semaines du BAC, notamment en philo ou plusieurs classes ont accumulé des chapitres de retard, ainsi que dans certaines matières du DNB (notamment Histoire-Geo): quels moyens peut-on mettre en oeuvre pour aider les élèves à rattraper ces retards ?

Nous n'avons pas pour l'instant connaissance de vraies inquiétudes de la part des enseignants à ce sujet. La question a été évoquée dans certains conseils de classe et les enseignants ont expliqué que le timing était serré mais que les programmes seraient bouclés. En philosophie, certains enseignants transforment les cours de demi-groupe en cours classe entière. Concernant les autres matières, il est envisageable si cela s'avère nécessaire, que les enseignants qui le souhaitent et le peuvent proposent des cours supplémentaires si les emplois du temps le permettent.

-Wellbeing: Beaucoup de familles nous ont écrit au cours de la longue période de conflit social, ayant constaté beaucoup d'anxiété chez leurs enfants. Certains délégués ont même évoqué en conseil de classe un véritable problème de "décrochage scolaire" dans les

classes sans examens, en raison du peu d'enjeux et de la suppression des notes. Quel constat Mme Baratti, notre psychologue scolaire, a-t-elle pu faire de son côté ? Comment pourrions-nous aider les élèves qui souffrent encore pour certains de beaucoup d'anxiété ?

Consultation with wellbeing team including Madame Baratti, no students have expressed alarm or anxiety about exams or strikes apart from two who have been speaking on a regular basis to the safeguarding lead. Pupils are encouraged to use the calls are encouraged to contact the wellbeing team by calendly to make appointments if needed, details are on the posters

-Serait-il possible que Mme Colette Shulver, notre référente safeguarding, puisse assister aux réunions du CVL et du CVC ? Cela nous semblerait utile dans la mesure où les élèves y évoquent souvent leur état psychologique et les problèmes d'anxiété qui leur sont remontés.

Madame Shulver, Yes certainly where possible due to availability. Mission this year is to create the PSHE prevention programme and establish the safeguarding culture across our 4 sites.

-L'expérience de cette année concernant les remplacements d'enseignants en congé maladie (Mme Weyland, Mme Gruit, etc) montre qu'il est souvent plus judicieux de favoriser les remplacements en interne plutôt que d'essayer de recruter des remplaçants par des agences, sachant qu'il est rare de trouver du personnel expérimenté et justement disponible sur le marché. Or, nous comprenons que ce n'est pas toujours possible en raison de contrats qui limitent les heures supplémentaires des enseignants afin de favoriser les recrutements : pourriez-vous nous préciser la nature de ces contraintes?

Les contrats permettent aux PDL de n'accepter aucune heure supplémentaire, pour les détachés ils ne peuvent refuser 2 heures sup mais peuvent refuser au-delà. Les remplacements des collègues absents pour longue maladie ou congés maternité sont pourvus pour un cas par une agence pour d'autres directement recrutés depuis l'extérieur.

- Bien que le règlement intérieur interdit les téléphones portables, certains enseignants demandent aux élèves de les utiliser via des applications mathématiques telles que "Kahoot" ou autres. Serait-il possible de ne pas recourir à cet instrument en classe, afin de ne pas donner la possibilité aux élèves de s'en servir également pour envoyer des messages, prendre des photos ou autres. L'utilisation des portables est déjà bien trop fréquente en dehors des cours et il nous semble qu'elle devrait être proscrite en classe.

Le numérique pédagogique est à l'ordre du jour du prochain conseil pédagogique. M Oppenheim rappelle que lorsque la règle concernant l'usage des téléphones portables a été relaxée l'apl s'est abstenue seuls les représentants des personnels ont voté contre. M. Leridon n'accepte pas le terme 'relaxée' il préfère le terme 'changée' et rappelle que tout usage non réglementaire du téléphone dans l'établissement fait l'objet d'une sanction.

-Calendrier scolaire : serait-il envisageable que l'AEFE puisse l'approuver au mois de décembre, (au lieu de mars voir avril) pour la rentrée suivante ? À l'heure actuelle le délai est bien trop court pour que les familles puissent s'organiser.

Madame Bellus pense que cela n'est pas possible. M. Fouin rappelle les principes qui président à ce choix, proximité avec les vacances scolaires britanniques et contraintes des examens.

British Section

1. Grande déception et inquiétude des parents concernant le manque de suivi et de communication au niveau de la délivrance du curriculum, car dans certaines matières le programme de 1e et TAL ne semble pas aligné sur les recommandations des exams board. Comme chaque année, le programme de niveau A est dispensé conformément aux Schemes of Work, conçu pour garantir que le programme est entièrement couvert selon les spécifications de chaque exam board. Ceci a été vérifié auprès de chaque enseignant par M McNaught

Comme cela a été communiqué aux parents délégués, le topic overview sera bientôt disponible sur le site Web.

2. Histoire de l'art - A level ou pas - (tbc)

Ce que nous appelons History of Art est en fait Art - Critical and Contextual Studies. Il est distinct de Art and Design et est livré via un Board différent.

Question représentants élèves, quel sera l'impact des travaux de réfection de la cantine pour les élèves? Presque aucun.